

<http://divergences.be/spip.php?article1329>



Le Renard noir

RFI, 1er plan social dans une entreprise publique : le laboratoire de démontage

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Juin 2009 No. 15 - Français -

Date de mise en ligne : lundi 25 mai 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le vendredi 22 mai 2009, la radio en était à son 11ème jour de grève, et toute la semaine, la direction buvaient le champagne sur la croisette, au festival de Cannes.

Pourtant, c'est à Paris que ça se passait

Sommaire

- [Un conflit qui dure](#)
- [C'est la loi !](#)
- [Une bataille gagnée](#)
- [Un plan politiquement mûri](#)
- [Une vision datée](#)
- [Gestion des Ressources Inhumaines et gaspillage de compétences](#)
- [Être moderne, c'est vendre de l'info](#)

Classique ! La direction a prétendu qu'il y avait 3,7% de grévistes, mais grâce à l'organisation de la grève, l'antenne est bel et bien restée lacunaire et perturbée depuis le début. Les salariés se sont débrouillés pour ne pas être tous en grève en même temps, mais plutôt en grève perlée sur la longueur et sur des postes clés ; et la création de la caisse de grève, qui permet aux grévistes de tenir, a recueilli une majorité de soutiens et contributions.

Quand, mardi 19 mai, les salariés ont envahi la salle des négociations avec la DRI (direction des ressources inhumaines), ils ont pu entendre ce que ceux-ci avaient à dire : rien. La consigne des chefs en goguette étant sûrement : « ne cédez pas, ils se fatigueront avant nous ».

Les délégués de l'intersyndicale FO-CGT-SNJ ont donc posé un fois de plus, en public, les questions qu'ils posaient vainement depuis 11 jours, ils ont affirmé leurs positions de base : pas de licenciements, c'est la condition *sine qua non* avant toute négociation.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH268/Fr24_DSC_5348-30c50.jpg

Pour ces syndicats, ce plan de licenciements est inique : les salariés n'ont pas à faire les frais d'un déficit financier organisé par les tutelles. Et la justification de la direction est fallacieuse : les chiffres censés démontrer de prétendus déficits d'audience, ou financier, ont bien été manipulés ; les expertises lancées par le Comité d'Entreprise, sur les comptes 2007 à 2009, l'ont confirmé.

La raison du plan social est avant tout politique : fin des service publics et reprise en main des médias par le pouvoir.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH248/RFI_1029-108df.jpg

Un conflit qui dure

Tout a commencé il y a plus de 5 mois, quand la direction nouvellement arrivée a présenté son *plan global de modernisation*, qui est en réalité un plan de licenciements : 206 suppressions de postes ; c'est à dire que 24% des

salariés, principalement dans la production, devraient quitter la radio de gré ou de force.

« Ce plan de modernisation de l'entreprise a été travaillé dans le détail avec le souci de préserver l'emploi... » déclare, sans rire, Christine Ockrent, dans le Quotidien de Dakar en mars 2009.

Ce plan de licenciements, qui est présenté comme un préliminaire incontournable, a pour objectif de couper les ailes de la radio internationale et de la faire maigrir, au profit financier de la télé chère à Poupou, France 24.

Et pour ce faire, la direction veut supprimer 6 rédactions en langues (albanais, allemand, polonais, laotien, serbo-croate et turc), fusionner des métiers (réalisateur et technicien), et autres joyeusetés dans le seul but de virer du monde.

Depuis, les actions du personnel se succèdent : juridique, grève, AG, invasion de réunions, communiqués de presse, motions de défiance, pétitions, manifs, rendez-vous avec les parlementaires. Et la mobilisation tient, malgré la désinformation propagée par la CFDT, qui s'entend comme larrons avec les patrons ; quand l'intersyndicale FO-CGT-SNJ fait ce qu'elle peut pour stopper la machine.

Depuis, la direction essaie de passer en force, en faisant comme si de rien n'était.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L361xH397/RFI_0660-4c752.jpg

C'est la loi !

Christine Ockrent (épouse du ministre des affaires étrangères) et Alain de Pouzilhac (déjà président de France 24) ont été nommés à la direction de RFI et de la holding *Audiovisuel Extérieur de la France* (AEF), en juin 2008, par fait du prince. RFI était déjà, de ce point de vue, en avance sur le reste de l'audiovisuel public, puisque la nouvelle loi audiovisuelle n'avait pas encore entériné les nominations autocratiques.

La loi a été votée le 5 mars dernier, et si on a beaucoup parlé alors de la télévision publique, ses effets sur RFI ont été occultés. Or la loi regroupe officiellement dans l'AEF, 3 entités : RFI et France 24 deviennent ses filiales, et TV5-Monde, partenaire.

Et ce regroupement change tout pour RFI, parce qu'il donne tout pouvoir à l'AEF pour décider les budgets et distribuer la manne financière aux filiales.

Alors, avec une direction commune... Le système des vases communicants va fonctionner avec souplesse : le financement de la radio (30 ans d'existence, 1000 salariés et une expertise reconnue) pourra se diriger vers France 24 (3 ans d'existence, 450 salariés, diffusée dans les hôtels africains de luxe), la télé internationale *low-cost*, lancée le 6 septembre 2006 et confiée à Pouzilhac, qui veut concurrencer CNN, sans en avoir les moyens.

Une bataille gagnée

Lundi 11 mai, le tribunal de grande instance de Paris donnait raison, en appel, au comité d'entreprise.

Le CE, qui demandait à la direction, depuis des semaines, des informations sur les conséquences de la loi audiovisuelle et de l'intégration de RFI dans l'AEF sans jamais les obtenir, avait été débouté en première instance. Mais en appel, le juge (un autre) a reconnu la légitimité de la demande.

En conséquence, le plan social a été suspendu et injonction a été faite à la direction de communiquer les informations concernant la clé de répartition des financements au sein de la holding, et le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM), qui détermine la stratégie sur 5 ans (2009-2014), et sera communiqué fin mai.

Depuis, la direction, mauvaise joueuse, affirme que le plan n'est pas remis en cause et qu'il sera appliqué de toutes les façons ; le CE sera simplement mis au courant de l'avancement des négociations du COM.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/RFI_1000-cb117.jpg

Un plan politiquement mûri

Pendant ce temps-là, l'AESPA - association des employeurs de l'audiovisuel public – signataire des conventions collectives, en profitait pour se dissoudre, entraînant la suppression, à un an d'échéance, de ces fameuses conventions collectives qui bloquent les dirigeants : elles entraînent l'avancement à l'ancienneté, et non au mérite, comme le prône l'état ultra-libéral ; elles donnent plus de garanties aux salariés, et d'indemnités en cas de licenciements.... Quelle coïncidence !

Casser les conventions collectives ? Il y a longtemps que l'état en rêvait. En septembre 2007, le *rapport Benhamou-Lévitte* sur l'audiovisuel extérieur pointait déjà les conventions comme un verrou à faire sauter.

Les salariés de RFI ont affaire à forte partie.

En face d'eux : « *l'état, actionnaire unique* », comme l'a dit Christophe Tardieu, adjoint au cabinet d'Albanel (oui, celui-là même qui a fait licencier le webmaster de TF1, en transmettant son mail critique sur la loi Hadopi à la direction de la chaîne !) « *soutient les dirigeants qu'il a nommés* », et leur fait confiance pour que les plans de licenciements ne fassent pas de vagues.

Oui, pendant que Sarko fait sa com' en protestant, pour la façade, contre les licenciements du privé, l'état licencie.

Pour l'état sarkozyste, le public doit fonctionner comme le privé, et les médias sont des instruments au service de Sa communication ; et puis *la radio, c'est vieux, c'est ringard, et ça va finir pas disparaître au profit de la télévision et du téléphone.*

Et quand l'état impose, les auditeurs subissent : on supprime les émissions en chinois au profit d'une diffusion internet ; on coupe donc sans prévenir les ondes moyennes en chinois vers les communautés chinoises de Paris et les diffusions hertziennes en Chine ; les chinois iront sur internet (c'est sûr, quand RFI sera une « music'n'news », peu de risque de censure !).

Et quid du service public ? Un service public qui a pour mission de parler à un auditeur isolé au bout du monde ? Quand son village sera relié au réseau et qu'il en aura les moyens, l'auditeur écouterait RFI en payant, sur son téléphone portable ou sur internet.

Qu'en pensent les 45 millions d'auditeurs de RFI dans le monde entier ?

Une vision datée

Au moment où le système économique que nous subissons est visiblement en bout de course, au moment où les salariés n'arrivent plus à supporter la pression qu'on leur a fait subir, et qu'on les jette comme des kleenex, ses dirigeants veulent encore imposer leur vision du monde. Pour conserver les pouvoirs et avantages que leur procure l'organisation idéologique et financière actuelle, ils refusent de regarder la réalité en face.

Or, que ce soit sous l'angle de la gestion des compétences et du personnel, ou de l'avenir de la radio et des médias, la vision qu'impose à toute force la direction de l'AEF est non seulement nuisible, mais ringarde et datée.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L295xH340/RFI_1082-71a65.jpg

Le contenu éditorial ? Tous les désespoirs sont permis !

On constate que parmi les rédactions, seule, l'Afrique (fief de la CFDT) semble épargnée par les licenciements : veulent-ils une radio strictement tournée vers l'Afrique ? Alors voici le retour de la Françafrique dans ses plus grandes heures.

Au lancement, le 19 mai, de la nouvelle grille de France 24, la reine Christine nous livrait ses objectifs dans le Point.fr ; plus de people et de *breaking news* : « *Nous considérons qu'une actualité forte mérite de casser la grille dans les trois langues (anglais, français et arabe NDLR) (...) Cela pose parfois problème : le jour de la mort d'Alain Bashung, par exemple. C'était bien sûr la une du JT francophone. Mais les "anglo" ne savaient même pas qui il était... Nous l'avons quand même traité en troisième ou quatrième titre dans nos JT anglophones. Le même jour, Liam Neeson perd son épouse qui était aussi la fille de Vanessa Redgrave. Pour les "anglo", c'est l'ouverture du JT. Les francophones ne savaient pas qui elle était... Nous essayons le plus possible de fonctionner sans ligne de démarcation nationale.* »... Nous voilà rassurés.

Depuis la nouvelle grille de RFI, lancée par la direction le 19 janvier dernier, les auditeurs se plaignent des répétitions : pourquoi un même magazine est-il diffusé 3 fois dans une ½ journée ? Parce que l'objectif, chers auditeurs, n'est pas de plaire aux cultivateurs qui partent aux champs le transistor sous le bras, mais aux « décideurs », qui n'écoutent pas la radio plus de 20 minutes d'affilée, dans leur voiture.

Et puis, « *l'antenne de RFI est trop anxiogène* », disait CO à son arrivée, « *on y parle tout le temps de ce qui ne va pas et pas de ce qui va bien* ». On vous le dit : léger, people, interactif, voilà ce qu'il faut.

Gestion des Ressources Inhumaines et gaspillage de compétences

Le « plan global de modernisation » de RFI est un modèle du genre. Les savoir-faire, l'expertise des salariés dans des domaines très pointus, dans des langues du monde entier, à la croisée des cultures, n'y sont pas mentionnés. Il faut au contraire, dans le monde de Pouzilhac et Ockrent, des salariés multifonction flexibles et interchangeables.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH228/RFI_0675-894e2.jpg

Mais à France 24, où ils ont pu appliquer leur doctrine, les salariés, jeunes et enthousiastes, font des semaines de 50h sous pression et tombent malades les uns après les autres, risquant alors d'être licenciés.

À France 24, la direction propose aux correspondants étrangers des contrats de collaboration en tant qu'entreprise et non plus journaliste.

Le but ? Ne plus payer de charges sociales sur des salaires et les mettre en concurrence, pour être servi à moindre

coût.

Les conséquences pour les correspondants ? La perte du statut de journaliste (et de son indépendance), la perte de la protection sociale, le désengagement de la responsabilité de l'employeur dans le travail du journaliste, la marchandisation de la relation.

Et pour finir, CO a annoncé en Comité d'Entreprise, à France 24 début mai, qu'il n'était pas à l'ordre du jour d'accueillir à France 24 des salariés chassés par le plan de RFI ... Ouf !

Être moderne, c'est vendre de l'info

L'état fait commerce de l'information, propagande incluse. Dans les ministères, certains rêvent sûrement d'une post-ORTF, gérée comme une usine, avec des sous-traitants et un gros service commercial.

En terme de projet, cela s'inscrit dans la même dynamique déplorable que les processus d'ouverture des frontières aux marchandises et de fermeture aux humains, ou encore d'« immigration choisie » : les canaux qui restent ouverts vers l'extérieur sont ceux qui rapportent.

Et de façon concomitante, sous couvert de crise, les droits des travailleurs, ici et ailleurs, reculent, les médias n'y font pas exception.

Alors, de quel *plan de modernisation* parle-t-on ?

À l'éditorial, rien de neuf, on nous ressert les mêmes plats à la sauce refroidie, dont on sait qu'ils ne risqueront pas d'élever le niveau de conscience sociale et politique des auditeurs.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L312xH208/RFI_1026-23694.jpg

À la diffusion, on coupe des fréquences, des moyens de diffusion gratuits au profit de diffusion payante, et c'est une vision discriminatoire de l'auditoire qui se met en place.

Quant aux conditions de travail, l'état et ses valets voudraient que l'on retourne si possible avant 36 (congrés payés, délégués du personnel, conventions collectives), ou encore mieux, avant 1884 et la naissance du droit de grève !

Mais pour l'instant, les journalistes, réalisateurs, documentalistes, techniciens, employés de RFI se battent ; et ils ne lâcheront pas facilement, parce que leur vision de la radio est à l'opposé de ce qu'on leur impose. Ils veulent une radio ouverte sur le monde, riche de toutes les cultures qui s'y frottent, une vraie radio de service public qui dit ce que les autres ne disent pas, à tout le monde, sans discrimination aucune.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/IMG/png/riposte-poing-45953.png>

En savoir plus : friposte.wordpress.com